

QUATRIÈME JOUR DU PROCÈS DU SÉISME DE BOUMERDÈS

Les 103 victimes de Dellys n'ont pas retenu l'attention attendue

Construction de bâtiments sur des remblais. La véracité des informations contenues dans le rapport des études géotechniques du sol, élaboré par le Laboratoire national de l'habitat et de la construction, est dénoncée.

Poursuites de la construction en dépit de présence d'eau. Divergences des accusés sur la nature de cette eau et sa provenance. Ces quelques insuffisances constatées et d'autres, qui n'ont pas fait l'objet de débats par le tribunal, comme par exemple les capacités techniques et professionnelles des entrepreneurs, la qualité des matériaux de construction et des travaux avaient coûté la vie à 84 personnes, selon le chiffre contenu dans l'arrêt de renvoi, et à 103 victimes selon les statistiques des témoins qui ont vécu le 21 mai 2003 la tragédie de la Cité nouvelle de Dellys.

Au quatrième jour du procès en appel sur le séisme de Boumerdès, le tribunal correctionnel a abordé le dossier des deux bâtiments de 50 logements sociaux qui se sont effondrés seulement 45 jours après leur affectation aux attributaires.

Selon le rapporteur de la commission d'enquête instituée par le ministère de l'Habitat, sur la base de laquelle ce département avait déposé plainte, les experts de cette commission avaient recensé cinq causes. Belhadj Aïssa Omar les résume ainsi : la force du séisme qui a induit une accélération de 0,24 % du sol, le mauvais choix du site qui était en remblais, la mauvaise conception des infrastructures de l'ouvrage, la mauvaise gestion pour la réa-

lisation des deux bâtiments. «Le renforcement des fondations a été faite après la réalisation des bâtisses», a-t-il précisé à ce sujet. L'expert a également mis en cause le contrôle du béton, en indiquant qu'il n'y pas eu de contre-expertise au sujet de ce matériaux. Par ailleurs, M. Belhadj a précisé que les investigations de la commission ont été réalisées sur la base des seuls documents techniques relatifs à ce projet. «Les graves des deux bâtiments ont été complètement évacués. Nous n'avons par conséquent effectué aucune constatation physique.» Le procureur insistait pour faire dire à ce témoin que le facteur humain a été la cause essentielle des destructions des 50 logements.

Dans cette affaire, Benghanem Farid, à l'époque de la construction, ingénieur du CTC chargé du projet, Benouali Youcet, gérant du bureau d'études, qui a conçu les études et suivi les travaux de réalisation, les frères Laroussi, Hassen et Amar, entrepreneurs, qui ont réalisé chacun 25 logements ont été condamnés lors du procès de juillet 2007, à 2 ans de prison ferme et 5 000 DA d'amende.

Nappe phréatique, eaux usées ou eau de pluie ?

Pour des raisons évidentes tendant probablement à conforter son réquisitoire, le procureur a focalisé exclusivement ses questions sur cette énigmatique présence d'eau sur le site choisi pour l'implantation des deux bâtiments. Il revenait à chaque présence d'un expert ou d'un prévenu pour poser la même question. «Les logements ont été construits sur une nappe phréatique. Donc il y a eu erreur humaine ?» Force cependant est de constater qu'il a réussi à semer la discorde dans les affirmations des accusés. Tous ont reconnu qu'il y avait effectivement de l'eau dans les fondations, confortant également les conclusions de la commission qui déclare que les bâtiments ont été construits sur un terrain gorgé d'eau. Mais chacun y va de son explication. Le responsable du bureau d'études dit qu'il s'agit des eaux usées venant des bâtiments construits en

amont du chantier. Au moment de l'adition de l'un des entrepreneurs, Laroussi Amar en l'occurrence, le procureur fit lecture des déclarations de ce dernier devant le juge d'instruction, affirmant que l'entrepreneur avait constaté de grandes quantités d'eau et qu'il ne pouvait savoir d'où venaient-elles. Bref, il y a eu beaucoup de contradictions au sujet de cette eau. Cependant rien n'a été tiré au clair.

Le rapport du LNHC dénoncé

Acculé par le procureur sur la question de la présence d'eau dans ce site, l'un des accusés, chef de service de l'OPGI, condamné pour des infractions dans d'autres projets, mais appelé à la barre pour éclairer le tribunal concernant le site de Dellys, n'y est pas allé avec le dos de la cuillère pour fustiger le rapport du Laboratoire national de l'habitat et de la construction (LNHC).

Le rapport géotechnique du sol, élaboré par cette institution étatique, estimait dans ses conclusions, selon M. Smati Rabah, que «le sol était bon pour la construction. D'après ce rapport, la profondeur du remblai était de 3,20 m et le sol supporterait une pression de 2 bars. Il ne mentionnait pas la présence d'eau». Ce n'est pas ce que disait l'expert de la commission ministérielle. Suivant le rapport de celle-ci, l'épaisseur du remblai était de 4,5 m et les fonds de fouilles avaient été posés à 4 m. Donc sur 50 cm de terre fragile. Qui dit la vérité ?

D'autres aspects du drame occultés

Il y a eu tout de même 84 morts si l'on tient compte uniquement des statistiques macabres contenues dans l'arrêt de renvoi.

L'affaire est donc grave. Elle mérite toute l'attention et une étude très approfondie et sous tous les aspects par le tribunal. Ce n'est malheureusement pas le cas, estiment les observateurs qui suivent ce procès. L'absence de témoins oculaires, qui auraient pu éclairer les magistrats sur la qualité des travaux, est à relever.

Ces témoignages semblent être nécessaires, parce que les membres de la commission avaient trouvé le site plat. Les graves, pouvant servir d'échantillonnage aux fins d'investigations, ont été complètement évacués. Par ailleurs, la qualité des travaux réalisés n'a pas soulevé les interrogations et suscité les inquiétudes attendues.

La qualification des entreprises de réalisation n'a pas fait l'objet de questionnement. La convocation de certaines des victimes et de témoins, que personne ne daigne interroger, est une question qui reste posée.

Au volet technique, à plusieurs moments des débats, les intervenants expliquaient de manière archaïque avec des gestes et sans supports visuels dont la nécessité s'imposait en pareilles circonstances.

Abachi L.

SÉTIF Huit morts dans trois accidents

Huit personnes ont trouvé la mort, vendredi dernier, dans trois accidents différents survenus dans plusieurs localités de la wilaya de Sétif.

Le premier accident est survenu dans l'après-midi du vendredi, au lieu-dit «Lekouana» dans la commune de Aïn Oulmène (située au sud du chef-lieu de wilaya) dans lequel on a dénombré trois personnes décédées noyées dans un puits.

Les victimes étaient en train de secourir une autre personne âgée d'une soixantaine d'années tombée elle aussi dans le puits. Intervenant immédiatement,

les services de secours de la Protection civile ont réussi à sauver de la noyade deux autres personnes qui ont aussitôt été évacuées à l'hôpital de Aïn Oulmène. Notons que les victimes sont toutes de la même famille.

Le second accident est, quant à lui, survenu dans la même journée au niveau de la RN5, sur l'axe reliant Bir-El-Arch à Tadjenanet au lieu-dit «Lahoua Abderrahman», et qui a engendré la perte de quatre personnes et blessant gravement deux autres, suite à une collision entre un véhicule léger de marque Clio classique avec un camion semi-remorque. Les vic-

times, âgées entre 28 et 32 ans, ont été tuées sur le coup. Les blessés, quant à eux, ont été évacués vers l'hôpital de Chelghoum-Laid. Les éléments de la Gendarmerie nationale ont ouvert une enquête afin de déterminer ses circonstances de ce terrible accident. Enfin, au nord de la wilaya et plus précisément au douar «Ouled Rezoug» dans la localité de Harbil, un jeune homme âgé de 25 ans a été découvert inanimé suite à l'inhalation de gaz toxique provenant du moteur d'une pompe installé dans un puits. Selon la Protection civile, deux autres personnes souffrant d'asphyxie ont pu être sauvées.

Imed Sellami

SITUATION SÉCURITAIRE À TIZI-OUZOU Les élus interpellent les pouvoirs publics

L'APW de Tizi-Ouzou a regroupé les élus parlementaires et locaux (APC et APW) de la wilaya lors d'une journée d'information et de réflexion sur la situation sécuritaire qui prévaut dans la wilaya.

Une situation qui préoccupe au plus haut point ces élus qui dans leur intervention ont majoritairement considéré que la multiplication des actes de violence, qui s'exprime, sous forme de petite ou de grande délinquance, de banditisme ou de terrorisme est un frein au développement économique, en provoquant un effet repoussoir pour les investisseurs.

Dans sa déclaration liminaire, le P/APW motive la démarche d'interpellation des pouvoirs publics concernés par le souci «d'exercer une prérogative légale et légitime qui consiste à répondre aux inquiétudes et questionnements de la population sur une pré-

occupation cruciale pour son bien-être.» Selon la même déclaration, l'absence d'une information transparente sur le sujet aggrave le déficit de confiance qui affecte les relations entre les citoyens et l'administration. «Le citoyen a besoin de savoir et de comprendre, car dans la confusion entretenue par une convergence d'intérêts maléfiques, on entend une chose et son contraire en matière de sécurité, particulièrement», dit la déclaration du l'APW. «Plus l'opinion publique est associée aux débats, moins les manipulations ont des chances d'aboutir et de perturber la région», est-il encore écrit. Le manque

de communication et l'incompréhension qui accompagnent la prise de certaines décisions induisent un effet négatif sur la population qui est moins engagée, car les décisions prises ne sont pas toujours compréhensibles, ce qui se répercute sur les forces de sécurité.»

Les travaux qui ont été marqués par l'absence des élus, respectivement du FFS et du RND, ont été sanctionnés par une déclaration approuvée à l'unanimité par les élus. Résumant l'essentiel des interventions, la déclaration considère que l'insécurité sous toutes ses formes hypothèque l'avenir de notre wilaya. Au chômage endémique, aux maux sociaux, à la violence grandissante, s'ajoutent l'anarchie et le laisser-aller. Les différents corps de sécurité sont

interpellés pour accomplir «pleinement et efficacement leur rôle dans le strict respect des droits de l'homme.» Se disant «jaloux de leur statut de représentants élus du peuple et des prérogatives qu'il leur a conférées par les urnes», les élus déclarent qu'ils «feront face aux représentants auto-proclamés et usurpateurs de tous bords qui alimentent le désordre, espérant se replacer de nouveau.»

Dans le même ordre d'idées, les pouvoirs publics sont mis en garde contre «toute autre approche qui ne respecte pas la volonté exprimée par les urnes et qui sera comprise comme une volonté délibérée d'enfoncer encore plus la région dans le chaos.» Une copie de cette déclaration sera transmise aux autorités concernées.

S. A. M.

RÉALISATION D'UN TRAIN GNL À ARZEW

Le marché remporté par un consortium britannico-indonésien

Le projet de réalisation du train GNL (gaz naturel liquéfié) à Arzew, d'une capacité de production de 4 millions de tonnes/an, a été attribué provisoirement au consortium britannico-indonésien Pertofac, au terme de la cérémonie d'ouverture des plis organisée hier soir au siège de la Sonatrach à Alger.

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - L'entreprise qui a remporté provisoirement ce marché a proposé à un prix de 55 000 dinars la tonne de GNL produite, sur une période de 333 jours. Elle s'est engagée à produire une quantité de GNL équivalente à 13 224

tonnes/jour, derrière l'entreprise japonaise Chyoda (14 016 tonnes/jour) et la française Technip (14 800 tonnes/jour). Mais Petrofac ne dispose que de dix jours pour présenter les garanties nécessaires à la production de 4,6 millions de tonnes de GNL avec le prix qu'elle a offert. Le projet en question a été confié au départ au groupe espagnol Repsol et Gaz Natural à hauteur de 80%, alors que la réalisation des 20% restants était confiée à l'entreprise Sonatrach. Le contrat a été résilié en 2005 en raison du retard enregistré par les Espagnols dans la réalisation du projet. Présent à la cérémonie, le ministre de l'Energie et des Mines, M. Chakib Khelil, a déclaré qu'avec la concrétisation du Train GNL d'Arzew, l'Algérie sera le premier pays producteur/exportateur de ce produit à l'horizon 2011/2012. Les capacités de production du GNL vont augmenter, selon M. Abdelhafid Feghouli, vice-président de l'activité aval de Sonatrach, qui a affirmé à son tour que les capacités de production sont passées de 21 à 30 millions de tonnes pour la même période indiquée par le ministre de l'Energie et des Mines. Ceci pour atteindre 83 milliards de mètres cubes d'ici l'an 2015, a-t-il précisé. Notons que les travaux de réalisation d'un Train GNL à Skikda (4,5 millions de tonnes/an) avancent à un rythme appréciable, a ajouté notre interlocuteur.

L. M.

UGTA La CEN fixée pour le 19 juillet

La réunion de la commission exécutive nationale (CEN) de l'UGTA se tiendra le 19 juillet prochain, nous a indiqué, hier, M. Abdelmadjid Sidi-Saïd. La réunion, dont l'ordre du jour portera essentiellement sur l'élection du secrétariat national, se tiendra au niveau de l'hôtel Essafir (ex-Aletti). Selon des indiscrétions, ils seront une trentaine de candidats dont une quinzaine dans la région du centre à concourir pour les douze postes du secrétariat national.

A. B.

SESSION ORDINAIRE DU CSM Mouvement dans le corps des magistrats

Le Conseil supérieur de la magistrature s'est réuni hier au siège du ministère de la Justice. Lors de cette session ordinaire, présidé par Tayeb Belaïz, ministre de la Justice garde des Sceaux, le CSM a procédé à un mouvement dans le corps de la magistrature. Ce mouvement concerne 400 magistrats de différents cours et tribunaux.

Certains observateurs ont constaté le caractère «expéditif» de cette session puisque l'ensemble des dossiers ont été étudiés en quelques heures. Notons que ces dossiers portent sur des cas de mutation, de promotion, de désignation, de démission et de mise en disponibilité.

T. H.